



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

14 JUIL. 2022

Arrêté préfectoral de mise en demeure du
en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement pris à l'encontre de la société
SEVIA de respecter les prescriptions applicables aux activités de collecte et de transit d'huiles
usagées sur son installation située Bout-du-Pont-de-l'Arn (81)

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6 à L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- Vu** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 novembre 2017 modifiant les conditions d'exploitation de l'activité de collecte et de transit d'huiles usagées de la société SEVIA à Bout-du-Pont-de-l'Arn, et notamment :

Article 7.2.3 - Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

[...]

- d'une réserve de 1 m³ d'émulseur de classe I filmogène sur le site. L'exploitant doit s'assurer de la compatibilité de l'émulseur qu'il utilise avec celui utilisé par les pompiers ;

[...] ;

- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 3 juin 2022 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 4 mai 2022, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 15 juin 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 février 2022 portant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 4 mai 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne dispose pas d'une réserve de 1 m³ d'émulseur de classe I filmogène, ce qui constitue un manquement à l'une des dispositions de l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 novembre 2017 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SEVIA de respecter les prescriptions susvisées afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société SEVIA, exploitant une installation de collecte et de transit d'huiles usagées Bout-du-Pont-de-l'Arn, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral

complémentaire du 6 novembre 2017 et de mettre en place une réserve de 1 m³ d'émulseur de classe I filmogène afin de lutter contre tout début d'incendie.

Article 2

La société SEVIA transmet au préfet et à l'inspecteur de l'environnement les justificatifs : devis de travaux, bon de commande, photographies...

Article 3

La société SEVIA est tenue de respecter les dispositions des articles 1 et 2 du présent arrêté dans un délai de deux mois (60 jours) à compter de sa notification.

Article 4

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans le délai prévu à l'article 3, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction :

- conformément à l'article R. 421-1 du code de la justice administrative, elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr ;
- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

La décision mentionnée à l'article 1 peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^{er} et 2^o.

En cas de recours gracieux ou hiérarchique exercé par un tiers contre la présente décision, l'autorité administrative compétente, en application de l'article R181-51 du code de l'environnement, en informe le bénéficiaire pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L 411-6 et L 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Article 6 - Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Bout-du-Pont-de-l'Arn en vue de l'information des tiers.

Le même arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pour une durée minimale de deux mois.

Article 7 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, l'inspection des installations classées et le maire de Bout-du-Pont-de-l'Arn sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Albi, le **11 JUIL. 2022**

Pour le préfet et par délégation,
le sous-préfet de Castres


François PROISY